

Direction départementale de la
protection des populations

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE MODIFICATIF

autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques
environnementaux
N° IC 2003/2326
N° IC 2012/0466
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le code du travail et notamment le livre II ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.C.E.A. ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN** » l'autorisant à exploiter à PENVENAN au lieu-dit « Crec'h Min » un élevage avicole de 121 520 animaux équivalents en présence simultanée ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « SARL Elevage Avicole de la Trinité », à PLESIDY, l'autorisant à exploiter en PENVENAN au lieu-dit « Crec'h Min » un élevage avicole de 110 000 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 110 000 poules pondeuses œufs de consommation ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 15 juillet 2009 modificatif portant autorisation pour 137 500 places poules pondeuses au nom de la SCEA ELEVAGE DE CRECH MIN à PENVENAN ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la demande présentée le 14 mars 2012 par l'installation classée « **S.C.E.A. ELEVAGE AVICOLE de CRECH MIN (LE COCQ)** », sise « Crec'h Min » en PENVENAN, en vue de la restructuration interne d'un élevage avicole de poules pondeuses, autorisé avec diminution d'effectifs, qui comprendra après projet 137 500 animaux équivalents, en PENVENAN au lieu-dit « Crec'h Min »

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 mai 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 mai 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1994 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2004 sont modifiées comme suit :

« 1.1. - La SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN et la SCEA DES PEUPLIERS, sises à PENVENAN au lieu dit "CRECH MIN", sont autorisées à exploiter à cette adresse (Section E, parcelles n°s 4, 5, 13, 964, 965, 966 et 1170), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande d'un élevage avicole dont la capacité maximale est de 137 500 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en : 137 500 poules pondeuses (oeufs de consommation), dont :

- 117 500 poules pondeuses exploitées par la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN ;
- 20 000 poules pondeuses exploitées par la SCEA DES PEUPLIERS ;

sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 54 198 unités par an, dont :

- 47 118 unités d'azote produites par la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN ;
- 7 080 unités d'azote produites par la SCEA DES PEUPLIERS

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN et la SCEA DES PEUPLIERS devront respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après ».

ARTICLE 2 : Prescriptions particulières applicables à la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN et à la SCEA DES PEUPLIERS

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2004 sont modifiées comme suit :

« 2.1. - Aménagement et exploitation des bâtiments :

- 2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.
- 2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
- 2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

Les exploitants prennent toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement des fientes.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - Les installations électriques devront être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique par exemple). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur les aires de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3 - M.T.D.

2.3.1. L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

ARTICLE 3 : Prescriptions particulières applicables à la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2004 sont modifiées comme suit :

« 3.1. - Il est donné acte à la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également, en annexe de l'élevage, à PENVENAN au lieu dit "CRECH MIN" (Section E, parcelles 5, 965 et 1170) une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 1 335 tonnes par an.

3.2. – La SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN s'engage à réceptionner et à procéder à la normalisation des fientes de volailles en provenance de la SCEA DES PEUPLIERS à raison de 160 tonnes par an.

3.3. - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN est soumise aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par pré séchage ou séchage puis maturation des fientes dans des hangars de stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.

3.3.1 - Installation.

3.3.1.1 – L'installation permettra de transformer les fientes issues des bâtiments exploités par la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN et la SCEA DES PEUPLIERS en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.3.1.2 – Les moyens mis en oeuvre sont :

- séchoir à fientes pour les poulaillers P1 et P4 ;
- gaines de séchage pour le poulailler P2 ;

3.3.1.3 . - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également de trois hangars d'une superficie totale de 1 184 m² permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.3.1.5. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.3.1.6. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle à compter de la date de signature du présent arrêté.

3.3.2. - Exploitation - entretien.

3.3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- Les quantités de fientes traitées,
- Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,
- Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3.2.3.4. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues au 3-3.

3.3.3. - Gestion des flux - Traçabilité.

La SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 21-70 pour 1335 tonnes d'engrais organique par an soit 52 738 unités d'azote.

Les produits repris, afin de justifier d'une mesure de résorption, devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le transporteur. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

3.4. – Prescription complémentaire concernant le forage

La SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN est autorisé à utiliser le forage implanté sur la parcelle n° 966 section ZE et à alimenter en eau par ce forage les installations de la SCEA DES PEUPLIERS, sous réserve du strict respect des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées. »

ARTICLE 4 : Prescriptions particulières applicables à la SCEA DES PEUPLIERS

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2004 sont modifiées comme suit :

« 4.1. – La SCEA DES PEUPLIERS s'engage à livrer un tonnage annuel de 160 tonnes de fientes pré-séchées à l'unité de fabrication d'engrais et de supports de cultures exploitée par la SCEA ELEVAGE AVICOLE DE CRECH MIN.

4.2. – Installation :

4.2.1 - Le poulailler exploité par la SCEA DES PEUPLIERS sera équipé de volières permettant le préséchage des fientes dans le bâtiment par la mise en oeuvre de gaines de séchages.

4.2.2 – Pour la mise en oeuvre de l'exploitation du poulailler de poules pondeuses en plein air, la SCEA DES PEUPLIERS devra disposer d'un parcours clôturé, entièrement accessible aux animaux d'une surface minimale de 8.98 Ha. »

ARTICLE 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposé aux archives de la mairie de PENVENAN pour y être consulté,
- affichée à la mairie de PENVENAN pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture.

ARTICLE 7 - Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX).

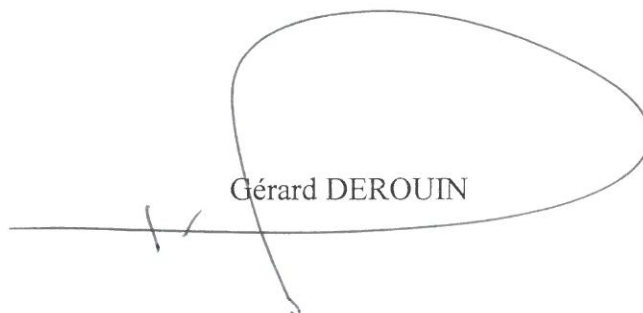
- pour les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision ;
- pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor par intérim, le Sous-Préfet de LANNION, le Maire de PENVENAN, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le **05 JUL. 2012**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Gérard DEROUIN